

blé à l'extérieur des régions désignées. On refuserait au bureau du Conseil privé les 18.6 millions nécessaires pour défrayer les dernières élections de sorte qu'il n'y aurait pas de nouvelles élections.

Monsieur l'Orateur, nous avons condamné la vente de Polymer l'année dernière, nous l'avons condamnée hier et nous la condamnons aujourd'hui.

**Une voix:** Mais vous allez voter pour elle ce soir.

**M. Rodriguez:** Ces conservateurs sont opposés à l'investissement de fonds publics pour développer les ressources du Canada à l'avantage de tous les Canadiens. Tout comme leurs homologues libéraux, ils sont les amis des grandes sociétés et des maîtres au jeu de l'exploitation. En fait, les conservateurs sont des experts en exploitation. Ils en ont un, M. Stephen Roman, propriétaire des mines Denison—c'est ce qui me porte à croire qu'ils ne pourraient jamais diriger le pays dans le sens que nous l'entendons—M. Stephen Roman, un maître de l'exploitation, qui, dans un discours au club Kiwanis au Royal York à Toronto, le 13 janvier 1971, disait: «Depuis le début des temps il y a des exploités et des exploités.» Monsieur l'Orateur, cet homme est propriétaire des mines Denison qui n'ont payé aucun impôt sur le revenu entre les années 1961 et 1970 en dépit de profits de 63.5 millions de dollars de 1965 à 1970.

De plus, Denison a conclu un accord avec le gouvernement fédéral en décembre 1970 en vertu duquel le gouvernement a convenu d'accorder à la compagnie une subvention de 29.5 millions de dollars, soit les trois quarts du coût des stocks de concentrés d'uranium. D'après cet homme qui connaît l'exploitation sous toutes ses facettes, les exploités sont des lords féodaux, des barons de l'industrie ou des politiciens modernes. Je suppose qu'il voulait dire des politiciens conservateurs. Il a dit que, dans notre société capitaliste, la bonne attitude du capital face au résultat ultime n'entraînerait pas l'exploitation de l'être humain. Qui essaie-t-il de tromper?

**Une voix:** Les électeurs.

**M. Rodriguez:** Ma foi, il n'a pas très bien réussi. Il a ajouté que l'exploitation obligatoire des éléments créateurs de notre société par un élément qui refuse de travailler crée et provoque une exploitation du pauvre par le capital à la manière du XIX<sup>e</sup> siècle. Il croyait que tout être humain a besoin d'une certaine inquiétude pour stimuler ses facultés créatrices et que si nous supprimons l'inquiétude, nous aurons un être humain apathique. Il est fort étonnant que la suppression d'une telle inquiétude par le gouvernement et que l'octroi d'une subvention à Denison n'aient pas assouvi l'ambition de M. Roman. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas au moins obtenu des parts en échange des subventions que les contribuables ont accordées à Denison? Où étaient les Tories alors? Mais pour revenir à la CDC...

**Une voix:** Et Polymer? C'est d'elle qu'on parle.

**M. Rodriguez:** Évidemment, en dépit des jeux de puissance qui se déroulent à la Chambre et je voudrais qu'ils soient télévisés, afin que les Canadiens puissent voir ce qui se passe ici.

**Des voix:** Bravo!

**M. Rodriguez:** Je voudrais simplement que les caméras de la télévision puissent capter ce spectacle-ci.

**Une voix:** Vous y paraîtriez un vrai communiste.

### Vente de Polymer

**M. Rodriguez:** ... les Canadiens seraient vraiment scandalisés de voir comment les Tories se moquent d'eux. Les Tories s'opposent à la propriété publique sous n'importe quelle forme, comme l'a prouvé le député de York-Simcoe (M. Stevens) dans son discours vendredi dernier. Qui donc pourrait être en mesure d'acheter ces actions de la CDC?

**Une voix:** Vous n'en achèteriez jamais.

**M. Rodriguez:** J'espère que les Canadiens pourraient en acheter collectivement au moyen de leurs impôts. Le Conseil économique du Canada dans une étude récente publiée le 23 mars 1973, tirait la grande conclusion suivante:

Vingt pour cent des familles du bas de l'échelle de revenus ont touché 4 p. 100 de l'ensemble des revenus, dont la moitié sous la forme de transferts du gouvernement. Vingt pour cent des familles les plus riches ont reçu 45 p. 100 de l'ensemble des revenus.

• (2040)

Or, qui pourra acheter les actions de la CDC, monsieur l'Orateur? Qui en deviendra propriétaire? Pas les Canadiens, certes. Si les conservateurs tiennent vraiment à ce que Polymer demeure propriété de l'État, je les mets au défi de présenter en temps et lieu une motion interdisant la mise sur le marché des actions de la CDC. Cela ne me dérange pas que ces enfants gaspillent leur propre jour réservé à l'opposition à des jeux futiles, mais s'ils comptent sur mon parti pour s'associer à leur folie, ils font fausse route. La seule façon sérieuse de traiter la motion dont nous sommes saisis ce soir est de voter contre elle et de passer ensuite à la tâche d'assurer des avantages à la population du Canada.

**M. Peter Reilly (Ottawa-Ouest):** Monsieur l'Orateur, disposant de peu de temps, je m'efforcerais d'être aussi bref que possible. Je suis une nouvelle recrue à la Chambre. Je vois que cet après-midi le député de York-Sud (M. Lewis) a traité tous les députés de mon côté de la Chambre de blancs-becs. Il est vrai que, par comparaison avec lui, tant en années de présence à la Chambre qu'en âge, je suis jeune. Je n'ai pas encore appris tous les détours, les faux-fuyants et les biais qu'il faut pratiquer pour trahir ses principes afin de maintenir au pouvoir un gouvernement en déconfiture.

**Une voix:** Vous n'êtes pas si innocent que cela.

**M. Reilly:** Je le suis, en ceci que je suppose que mes électeurs m'ont envoyé ici pour m'opposer de toute ma force, de toute ma vigueur et de tout mon honneur à un gouvernement qui a démontré manifestement et douloureusement au peuple canadien son inaptitude à gouverner. Rien de ce qui s'est passé depuis les élections ne m'ayant convaincu du contraire, je continuerai de m'opposer au gouvernement. Telle est mon intention expresse. Je voterai contre le gouvernement chaque fois que j'en aurai l'occasion. Il a eu dix ans, quatre sous le ministère actuel pour démontrer qu'il ne peut diriger le pays. Nous avons depuis deux ans le taux de chômage le plus élevé des dix dernières années. L'inflation continue à un rythme toujours plus rapide. Nous avons devant nous toutes les preuves nécessaires pour permettre à quelqu'un de juger que le pays en a assez. Le pays ne peut se permettre d'être gouverné par des gens sans maturité et il faut les mettre à la porte le plus vite possible.